

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

pour le socialisme

5F

N°47

SEMAINE DU 18 AU 25 JUIN 1981

PS: la victoire ...



...mais pour quoi faire ?

PS: la victoiremais pour quoi faire ?

« **S**UCCES historique du PS », « Raz de marée socialiste », les formules abondent pour rendre compte du score exceptionnel réalisé par le Parti Socialiste au premier tour des élections législatives. Cette percée spectaculaire du PS s'est effectuée au détriment à la fois de la droite et du PCF, et également des candidatures écologistes ou d'extrême-gauche.

La défaite de la droite est en effet sans appel. Ni la menace brandie du collectivisme en cas de victoire de la gauche, ni la perspective apocalyptique du chaos et de la ruine de la France prédite par les candidats de l'ancienne majorité, n'ont pu enrayer la dynamique née le 10 mai. Au contraire, c'est à une véritable déroute de la coalition de droite que nous avons assisté dimanche. Celle-ci enregistrera vraisemblablement la perte d'environ la moitié des sièges dont elle disposait dans l'assemblée élue en mars 1978, plusieurs membres du gouvernement Barre faisant eux-mêmes les frais du désaveu massif de l'électorat.

L'ampleur de cette défaite indique bien, qu'au-delà du rejet, le 10 mai

dernier, de celui qui incarnait les orientations réactionnaires suivies depuis des années, c'est l'ensemble de la politique conduite par la droite qui a été condamnée de manière claire par de larges fractions de la population.

UN second enseignement important de ce premier tour des élections législatives, c'est la confirmation du recul du PCF. En effet, si celui-ci améliore légèrement son score en pourcentage par rapport au premier tour des élections présidentielles, il régresse en nombre de voix, recueillant près de 2 millions de suffrages de moins qu'aux élections de 1978. Sa représentation parlementaire devrait, dimanche prochain, se trouver réduite de moitié, la totalité des membres du secrétariat du PCF qui se sont portés candidats se trouvent — à l'exception de Georges Marchais — éliminés dès le premier tour. Ainsi, les proclamations unitaires qui se sont multipliées depuis le 26 avril, l'insistance mise par les candidats du PCF à se situer dans la nouvelle majorité présidentielle et leur discrétion à afficher leur appartenance

partisane, n'auront servi à rien. Si ce n'est à désorienter encore un peu plus un grand nombre de militants du PCF qui assistent, depuis quelques semaines, à un nouveau revirement des positions de leur parti sans qu'aucune explication sérieuse, ni aucun bilan de la ligne suivie antérieurement n'aient été formulés. La confirmation de la perte par le PCF d'un quart de son électorat, qui ne peut s'expliquer par de simples facteurs conjoncturels, liés au type de scrutin ou à une volonté de voter utile — comme l'a prétendu sa direction dès le soir du 26 avril pour « expliquer » l'échec de Marchais — constitue un fait politique majeur. C'est une nouvelle sanction de la ligne suivie depuis 1978, ligne marquée notamment par un alignement renforcé sur les positions de l'Union soviétique, par une politique anti-unitaire à l'égard du PS, par le développement de campagnes réactionnaires, sur l'immigration ou l'ordre moral par exemple. Le grave échec du PCF est de nature à aiguïser et approfondir la crise qui le traverse et qui persiste depuis plusieurs années.

L'importante poussée socialiste a limité l'écho des candidatures écologistes ou d'extrême-gauche, même si leur recul est plus faible que ce qu'indiquent généralement les commentaires qui ne prennent pas en compte leur nombre plus réduit qu'en 1978. Ainsi, les candidatures présentées ou soutenues par le PCR dans 18 circonscriptions recueillent en moyenne près de 1 % des voix, ce qui constitue d'ailleurs une progression sensible par rapport à 1978.

L'ÉTENDUE de la victoire du Parti Socialiste, qui va bien au-delà du score réalisé par Mitterrand lors du premier tour des présidentielles, constitue évidemment le fait le plus marquant du scrutin du 14 juin. Le PS se trouve d'ores et déjà assuré de disposer d'une confortable majorité au sein de la future assemblée, et ainsi des moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa politique.

Aussi ne peut-il plus renvoyer à plus tard cette exigence : définir précisément les contours de sa politique. Car les premières mesures adoptées par le nouveau gouvernement, si elles sont positives, ont pour l'essentiel un caractère symbolique : par exemple l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff ou de l'extension du camp militaire du Larzac. Cette symbolique que l'on retrouve dans nombre d'actes de la nouvelle majorité (de Mitterrand au Panthéon à la fête de la jeunesse place de la République), si elle exprime un climat nouveau, définit un certain air de liberté, reste nettement insuffisante pour décrire une réelle politique alternative, de rupture avec le capitalisme. D'autant plus que sur nombre de questions les propos de certains ministres constituent de sérieux sujets d'inquiétude. C'est le cas quand Claude Cheysson déclare

que l'ensemble des engagements internationaux de la France seront respectés, y compris les ventes d'armes aux dictatures ou la poursuite des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Quand Delors rend hommage à la cohérence de la politique de Barre et appelle à mettre l'effort et la rigueur au centre de la nouvelle politique économique. Quand Maurice Faure, après avoir été désavoué par Mitterrand lui-même au sujet de la dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat, restreint les effets du projet de loi d'amnistie pour les prisonniers politiques aux condamnés à des peines allant au maximum à huit ans de détention.

Si le fameux état de grâce — que Mitterrand appelait de ses vœux avant les présidentielles — domine aujourd'hui, le PS, fort de l'ampleur de son succès le 14 juin, aurait tort de considérer qu'il signifie la disparition — au moins pour une assez longue période — des exigences et des aspirations populaires.

Car le flou et les ambiguïtés de sa politique actuelle sont lourdes du développement potentiel de contradictions avec le mouvement des masses. Certes, l'abandon de la construction de la centrale de Plogoff est accueilli favorablement parmi les militants antinucléaires mais qu'en sera-t-il dans quelque temps quand le surrégénérateur de Malville entrera en service ou si — comme cela semble devoir être le cas — la construction des autres centrales — comme Cattenom, Chooz... — n'est pas interrompue ? De même, l'aspiration profonde apparue dans de larges couches de la population à prendre en main ses propres affaires, à « décider au pays » pourra-t-elle vraiment se satisfaire du projet de décentralisation conçu par Gaston Defferre et qui se résume pour l'essentiel à l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel ?

AU-DELA du raz de marée électoral du PS, au-delà des ralliements ou de la fascination qu'exerce aujourd'hui ce parti sur des forces qui s'en démarqueraient jusque là, la réalité politique avec laquelle le PS devra compter c'est l'existence d'un ensemble de forces sociales et politiques, porteuses d'aspiration et d'exigences dont la satisfaction ne se réduit pas à la réalisation du projet du Parti Socialiste. En effet, le rassemblement qui s'est opéré le 10 mai pour battre Giscard n'a plus — une fois cet objectif atteint — la même signification. Il ne constitue nullement une convergence organique de forces, unies autour d'une perspective politique commune, d'un projet de transformation sociale identique. Pour changer vraiment, le développement, au sein de la gauche, d'une force novatrice, capable de traduire politiquement l'ensemble des aspirations populaires, est bien à l'ordre du jour.

Yves DERENNE

LE RECUL DU PCF AMPLIFIÉ DANS LES DEUX-TIERS DU PAYS

A PRES l'échec du premier tour des présidentielles, qui ramenait le PCF à son niveau électoral de 1936, les scores obtenus par ce parti dimanche dernier méritaient une attention particulière. Au-delà même des rapports de force du moment, la question fondamentale qui se trouvait en effet posée est d'un énoncé simple : les 15,35 % obtenus le 26 avril étaient-ils le fait de la spécificité de l'élection présidentielle, auquel cas le PCF se devait de récupérer son électorat lors des législatives, ou bien étaient-ils dans leur fond la sanction d'une politique, auquel cas le recul confirmé prend valeur de signe historique ? Les chiffres ont tranché : c'est la deuxième réponse qui est la bonne.

Sans doute le PCF peut-il arguer d'une légère progression :

il est passé de 15,35 % des suffrages le 26 avril à 16,38 le 14 juin. S'agissant de législatives, cette « progression » mérite d'être regardée dans le détail. D'abord, le PCF ne récupère pas la totalité des voix qui s'étaient portées sur Marchais : 406 203 personnes qui avaient voté Marchais en avril n'ont pas voté communiste cette fois-ci, soit qu'elles se soient abstenues, soient qu'elles aient voté socialiste. La comparaison avec 1978 est plus parlante encore : trois ans plus tard, 1 803 862 électeurs se sont détournés du vote communiste.

Moins qu'aux présidentielles

Les 0,82 points supplémentai-

res ne rendent par ailleurs pas compte des disparités importantes que l'on peut constater. Dans 294 des 474 circonscriptions de métropole, les candidats communistes régressent par rapport aux présidentielles, et *a fortiori* par rapport aux législatives de 1978. Dans 150 cas, le score communiste est certes supérieur à celui de Marchais pour les présidentielles, mais sans pour cela, loin s'en faut, retrouver les voix d'il y a trois ans. L'explication en terme de « vote utile » pour les présidentielles tombe ainsi d'elle-même. Dans toute la France, il n'est guère que 300 circonscriptions où le résultat communiste est égal ou supérieur à 1978. Il s'agit là, à trois exceptions près (la 4^e du Pas-de-Calais, la 2^e de la Corse du Sud et la 1^{re} de l'Aisne) de circonscriptions où le député sortant était communiste. La direction du PCF fait bien sûr grand cas de ces situations, qui ne sont pourtant que des exceptions. Sans doute la personnalité du député sortant, et son action spécifique dans la circonscription ont-elles ici joué un rôle prépondérant. On remarquera cependant qu'en aucun cas le PCF ne fait plus de voix qu'en 1978, les pourcentages supérieurs n'étant dûs qu'à une très forte diminution de la participation au scrutin. Ainsi Jack Ralite, le meilleur candidat du PCF puisqu'il gagne 4 points dans la 3^e circonscription de Seine-Saint-Denis, n'obtient malgré tout que 24 023 suffrages contre 28 000 il y a trois ans, le taux de participation étant passé de 78,55 % à seulement 63 % cette fois-ci.

Sombre tableau

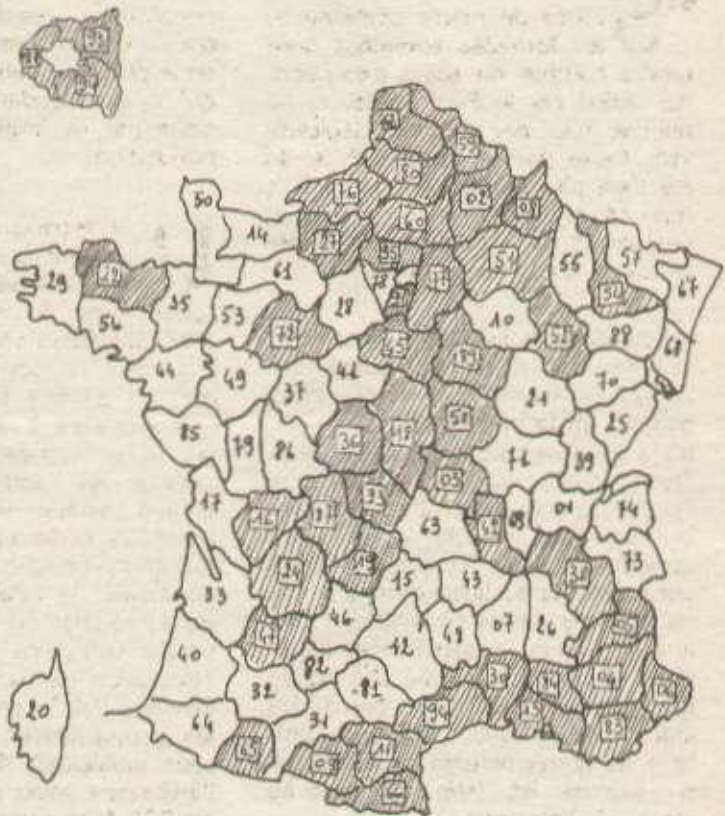
Précisée par l'élection législative, la situation électorale du PCF se présente donc de manière totalement nouvelle par rapport à 1978.

Les bastions continuent à exister, bien entendu, puisque dans 7 circonscriptions les députés du PCF sont élus au premier tour : dans la 4^e des Bouches-du-Rhône (Marseille), la 20^e du Nord (Denain), la 7^e de Seine-Maritime (Le Havre), la 1^{re} des Hauts-de-Seine (Gennevilliers), la 3^e et la 4^e de Seine-Saint-Denis (Aubervilliers et Saint-Denis), la 3^e du Val-de-Marne enfin (Ivry/Vitry).

Par Nicolas DUVALLOIS



LEGISLATIVES 1981



LEGISLATIVES 1978

D'élections en élections...

Georges Marchais, le 13 décembre 1980, sur RTL :

« L'hypothèse dans laquelle je me place, ce à quoi je travaille avec mon parti, c'est précisément de placer le candidat communiste en tête de la gauche au premier tour ».

Charles Fiterman, rapport au comité central, 28 avril :

« Actuellement en France, les conditions politiques n'existent pas pour qu'une majorité absolue d'électeurs désignent un communiste pour accéder à la présidence de la République. (...) Ce n'était d'ailleurs nullement l'objectif que notre parti et son candidat s'étaient fixé ».

Georges Marchais, dans *L'Humanité* du 5 mai :

« Les milliers de lettres que nous recevons confirment que c'est aussi ce que veulent (le changement) tous ces travailleurs manuels et intellectuels qui reconnaissant avoir eu le souci de voter soi-disant utile au premier tour sous la pression tiennent à nous dire qu'ils se considèrent comme des nôtres ».

Révolution, 8 au 14 mai :

« Liés aux conditions et au caractère de cette élection présidentielle, les 15,3 % du premier tour sont avant tout conjoncturels. Chacun s'accorde à reconnaître que dans une élection législative, par exemple, les communistes pourraient se situer bien au-dessus de ce chiffre ».

Fiterman, le 11 juin dans *Le matin* :

« C'est une élection législative qui intervient dans la foulée de l'élection présidentielle. Dans ces conditions, il est normal qu'elle subisse l'influence de l'élection présidentielle elle-même. C'est une chose que reflètent les sondages ».

René Andrieux, dimanche 14 juin au soir :

« Le Parti Communiste retrouve à peu près le pourcentage obtenu par Georges Marchais. (...) Je regrette ce score aussi modeste qui ne correspond pas à la place du PC dans le pays. Le vote utile a encore joué ».

SUITE PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3

Toutefois, le PCF ne possède plus dans aucun département le monopole de la représentation électorale, puisque dans le Gard, la Haute-Vienne et la Seine-Saint-Denis, il doit laisser des sièges au PS.

Cette persistance des bestions ne parvient cependant pas à masquer le rétrécissement global. Dans plus du tiers des circonscriptions de la France métropolitaine, (167 exactement), contre 62 en 1978), le PCF obtient moins de 10 % des suffrages...

Cette évolution électorale a évidemment sa traduction au niveau de la représentation parlementaire comme en ce qui concerne les rapports de force à gauche.

Le mode de scrutin joue ici son rôle (injuste) d'élimination : en toute hypothèse, le PCF va perdre la moitié de ses députés, et non des moindres : 8 des 12 membres du bureau politique qui se présentaient sont d'ores et déjà battus : Fiterman, Laurent, Grametz, Moreau, Leroy, Piquet, Juquin. 41 communistes seront présents au second tour. 31 d'entre eux sont à peu près assurés de leur élection, et trois de leur défaite. Restent sept cas qu'il sera intéressant de suivre : le total des voix de gauche dimanche dernier permet en principe l'élection du candidat communiste, pour autant que le phénomène de rejet du PCF constaté dans maints endroits ne se manifeste pas par des mauvais rapports. On pourra suivre à ce sujet les exemples du Cher, de la Loire ou de la 3^e des Hauts-de-Seine.

Ecroulement face au PS

Les rapports de force à gauche enfin. On sait à quel point ils déterminent l'évolution de l'attitude du PCF, et c'est une évidence que de souligner combien ils se sont transformés. Législatives de 1973 : le PCF précède le PS de 2,2 points. Législatives de 1978 : le PS passe en tête, de 2,03 points. Législatives de 1981 : l'écart est de... 21,34 points ! En termes de prédominance de l'un ou de l'autre dans chaque circonscription, les chiffres sont tout aussi éloquents : en 1978, le PCF arrivait devant le PS dans 24 circonscriptions ; en 1973 dans 207, et 1978 dans 144, et le 14 juin dans... 65 !

On s'accorde à dire, y compris bien sûr au PCF, qu'un nouveau cours de la politique de ce parti a été mis en œuvre au cours de l'année 1978, suscitant bien des interrogations et des contradictions internes. Les élections apportent un éclairage sur la manière dont cette politique est perçue : deux fois moins de députés, 1 870 000 voix en moins et moins de 10 % d'électeurs dans le tiers du pays.

EXTREME-GAUCHE : RESULTATS CONTRASTES

DRAINANT des électeurs conservateurs comme des électeurs du PCF, le raz de marée socialiste n'a pas non plus épargné l'électorat d'extrême-gauche. Celui-ci subit en effet un recul qu'attestent les chiffres : aux législatives de 1978, le total des voix recueillies par ce qu'on appelle communément l'extrême-gauche avoisinait les 900 000, contre environ 350 000 cette fois-ci. Il convient cependant de relativiser quelque peu les choses en soulignant que le nombre total des candidats d'extrême-gauche a été de moitié inférieur à celui d'il y a trois ans, environ 500 contre plus de 1 000 alors. Si l'on rapporte les résultats de l'extrême-gauche aux seules circonscriptions dans lesquelles elle était présente, la régression apparaît certes réelle, mais de moindre ampleur cependant.

Ainsi la LCR obtient-elle une moyenne de 0,8 % des suffrages exprimés dans les 35 cir-

conscriptions où elle se présentait, contre une moyenne de 1,1 % pour ses 187 candidatures de 1978. Lutte Ouvrière, qui présentait 159 candidats, recueille en moyenne 1,1 % des suffrages, contre 1,7 % en 1978 où l'organisation trotskyste était présente quasiment partout. Le recul est ici plus net, surtout si on se souvient des 2,30 % de Laguiller aux présidentielles du 26 avril.

Les CCA, quant à eux, qui en 1978 étaient fondus dans les listes de la LCR, avaient choisi cette fois-ci d'affirmer leur organisation de manière indépendante en présentant 75 candidatures, ce qui leur permettait d'être présent dans la campagne télévisée. Ils ont atteint, dans les 75 circonscriptions, le score moyen de 0,09 %.

A l'exception d'Huguette Bouchardeau soutenu par le PS dans la Loire (où elle est devancée par

le candidat communiste), la grande majorité des candidats PSU se présentaient avec l'étiquette « Alternative 81 ». Ils obtiennent en moyenne 1,85 % des voix, ce qui dénote là aussi un recul par rapport à 1978, où le PSU avait choisi l'étiquette « Front Autogestionnaire », mais malgré tout un score moyen supérieur à celui de Bouchardeau aux présidentielles (1,1 %).

□ □ □

Plutôt que de présenter une liste nationale, nous nous sommes efforcés quant à nous, de favoriser des regroupements locaux s'inscrivant dans la perspective de construction d'une gauche nouvelle.

Dans les circonscriptions où de telles candidatures ont vu le jour, les candidats réalisent un score moyen de 0,8 %, ce qui à titre de comparaison dépasse

nettement le score moyen de la liste UOPDP de 1978 (0,4 %). (voir tableau ci-contre). Au-delà de cette moyenne, des disparités existent évidemment, qui prennent leur source dans la configuration politique de la circonscription et la présence ou non des candidatures d'extrême-gauche.

Il faut une nouvelle fois regretter que des accords, à défaut d'un accord politique plus large, évitant la multiplicité des candidatures d'extrême-gauche n'aient pu être conclus malgré nos propositions en ce sens. Cet état de fait n'a pu qu'aggraver les conséquences de la forte poussée du Parti Socialiste sur l'électorat d'extrême-gauche.

En tout état de cause, le déroulement de cette campagne électorale ne saurait tenir lieu du nécessaire débat sur notre rapport à la gauche, condition, entre autre, de l'affirmation d'une gauche nouvelle.

Ivry-Vitry

« Un travail positif pour l'avenir... »

Le point de vue de René RODRIGUEZ, candidat de « Tout reste à faire »

Comment apprécier le score obtenu par ta candidature ?

Cette candidature était une candidature assez large. Certaines composantes comme les écologistes considèrent le score de 1,4 % comme peu satisfaisant par rapport au score que les écologistes ont pu faire ailleurs. Toutefois, ce qui sort des discussions menées le soir des élections avec les composantes qui avaient soutenu la candidature, c'est que l'aspect le plus intéressant de cette candidature était moins le score électoral que le travail qu'il était possible de faire par la suite et le fait d'avoir pu réunir des gens qui ne se réunissaient pas habituellement, en vue de construire autre chose que les forces politiques traditionnelles. De ce point de vue, c'est tout à fait positif.

Sur le score lui-même, si on tient compte de la poussée du PS, un score de 1,4 % à Vitry, ça n'est pas si mal. Lorsque nous avons tiré les conclusions des résultats le soir des élections certains étaient un peu déçus. Mais il faut tenir compte de la tendance qui existait, face au sortant PCF Gosnat, de voter pour le PS pour rééquilibrer la gauche. C'est ainsi que le MRG et Lutte Ouvrière ont été très minorés.

D'ailleurs, certaines personnes qui étaient avec nous le soir du premier tour nous disaient avoir

voté PS, et le regretter un peu. Gosnat, qui a progressé en pourcentage, a perdu quelque 3 500 voix, et le candidat socialiste Perrot en retrouve 3 200. Il semble donc que les votes de défiance vis-à-vis du PCF se soient surtout portés sur le PS. Il est significatif que notre score n'égalait pas tout à fait celui d'Huguette Bouchardeau. Il semble que l'électorat écologiste traditionnel n'ait pas voté pour

nous. Probablement s'est-il abstenu ou a-t-il voté socialiste.

Quelles perspectives à l'issue de cette candidature ?

Les composantes qui ont soutenu cette candidature vont tirer un bilan dans les jours qui viennent. Il s'agit sans doute de créer un lieu de débat ; certains parlent même d'une force d'or-

ganisation, sans que cela soit davantage précisé. L'idée est lancée de repenser le journal local *Histoires de banlieues*. Un certain nombre de forces qui s'étaient rassemblées sur un terrain des luttes ponctuelles éprouvent aujourd'hui le besoin de se rassembler sur un terrain plus politique. La candidature à ces élections était une occasion de traduire cette volonté en termes politiques.

« Plus aucun prétexte pour que les partis majoritaires ne prennent pas leurs responsabilités »

Le point de vue de Charles MICHALOUX, membre de la direction de la LCR

Comment apprécier les résultats de ces élections ?

On a assisté à une poussée historique du mouvement ouvrier français. Dans ce cadre, le score du PC constitue la sanction de la politique qu'il a menée ces trois dernières années, en s'opposant de front aux aspirations de la majeure partie de la classe ouvrière. Le chagrement de ton de dernière minute de la direction du PC n'a pas pu contrecarrer cette tendance, dans la mesure où il n'est pas crédible d'une part et où d'autre part il vient

simplement confirmer le fait que la direction du PC n'était pas sincère quand elle affirmait sa volonté d'en finir avec la droite aux élections présidentielles et de se battre pour une politique d'unité et de changement, pour utiliser son vocabulaire. Cette situation ouvre une crise dans les rangs du PC.

Comment apprécier, plus particulièrement, les résultats de l'extrême-gauche ?

La catégorie en général est

difficile à analyser. Mais on peut dire que le vote utile, vu l'enjeu du scrutin, a joué pleinement. On constate toutefois la permanence d'un électorat qui a tenu à exprimer une certaine défiance par rapport au PS et au PC. C'est toutefois plus faible qu'à d'autres occasions. En ce qui nous concerne, nous ne considérons pas de toute façon notre présence à ces élections comme un enjeu décisif du point de vue électoral, mais comme un moyen d'exprimer des idées et de prendre date par rapport à l'ouverture d'une nouvelle situation.

Quel est votre score dans les circonscriptions où vous étiez présents?

Environ 0,8%. Selon les circonscriptions, nous obtenons entre 0,5 et 2%.

Et comment jugez-vous le résultat obtenu par Alain Krivine en Seine-Saint-Denis (1,3%)?

A première vue, l'ensemble de la situation nationale a joué pleinement. D'autre part, nous n'étions pas présents aux présidentielles, et donc la personnalité d'Alain n'a pas pu jouer comme elle a pu le faire pour Arlette Laguiller. C'était, pour Alain, plus un vote politique qu'un vote de personne, ce qui n'était pas le cas pour Arlette, qui obtient nettement plus que la moyenne nationale de LO.

Comment voyez-vous la si-

tuation politique maintenant ?

Maintenant qu'il y a une claire majorité exprimée, il ne doit y avoir aucun prétexte pour que les partis majoritaires ne prennent pas leurs responsabilités. La composition de l'Assemblée doit permettre la constitution d'un gouvernement PC-PS sans ministres radicaux. Le PS a les moyens de prendre les mesures concrètes pour changer la situation. Il doit prendre des mesures concernant trois grandes catégories : le pouvoir d'achat, l'emploi et les libertés. Le pouvoir d'achat, c'est la question de l'augmentation immédiate des salaires et l'échelle mobile. L'emploi, c'est les 35 heures tout de suite, et les libertés, c'est l'abrogation de toutes les lois répressives et l'institutionnalisation des libertés démocratiques, par exemple, la proportionnelle aux élections. Ce sont les mesures à prendre pour l'immédiat.

**Thionville
« Poser des jalons »**

Le point de vue de Guy PERRIER, candidat Gauche Nouvelle

Les tendances nationales se retrouvent dans cette circonscription, puisque la droite, encore majoritaire aux présidentielles, perd 7,2 % à ces législatives, tombant à 45,3 %. La poussée du PS est très nette : on passe d'un vote Mitterrand (1^{er} tour) de 25,3 % à un score de 38,6 %. Le PCF, qui obtenait 22,9 % aux législatives de 1978, était tombé à 12,7 % de suffrages pour Marchais. Il a un peu remonté (14,9 %) sans parvenir, et de loin, à rattraper son retard.

En ce qui nous concerne, nous avons obtenu 1,1 % des voix. Nous nous attendions à un meilleur score, en l'absence de candidature trotskyste (en 1978, l'ensemble des voix d'extrême-gauche, LO et UOPDP, représentaient 2,5 % des suffrages exprimés), et du fait que cette candidature était soutenue par le PSU, le PCR, les Amis de la Terre de Thionville et le Mouvement d'Ecologie politique nouvelle. Sans doute a joué le fait d'être présent sous une étiquette « gauche nouvelle » qui n'était pas une étiquette nationalement connue, et qui apparaissait pour la première fois. Il est certain que la force d'attraction du parti

socialiste a joué également. Ainsi, une partie des forces qui nous ont finalement soutenus étaient attirées, au départ, par un vote pour le PS. Certains écologistes ont préféré voter PS, malgré la position de ce parti, favorable à l'achèvement de la centrale de Cattenom. Au cours de la campagne, revenait souvent l'idée que le gouvernement avait déjà pris des mesures intéressantes et qu'on ne pouvait pas lui demander tout de suite. Ça a certainement joué. Sur le plan local, on assiste aussi, semble-t-il, à un recul de l'opposition à la centrale nucléaire de Cattenom, en raison même de l'état d'avancée des travaux.

En dépit de ces limites, cette candidature a permis de faire progresser l'idée de gauche nouvelle beaucoup plus que si nous ne nous étions pas présentés. Nous avons constaté dans la campagne un attrait pour cette idée, même de la part de gens qui n'ont pas voté pour nous. Et le fait que des forces politiques différentes aient pu travailler ensemble est un fait positif pour l'avenir, qui a permis de poser des jalons.

Nous donnons ici quelques réactions à chaud, concernant les résultats des élections pour différentes forces d'extrême-gauche. Deux candidats de la Gauche Nouvelle, René Rodriguez, candidat à Vitry et Guy Perrier, candidat à Thionville, commentent les résultats obtenus sur leur circonscriptions. Nous donnons par ailleurs le point de vue de la direction de la LCR. Nous ouvrirons nos colonnes, dans notre prochaine édition, aux réactions d'autres forces politiques de gauche et d'extrême-gauche.

**SEINE-SAINT-DENIS 1^{ère}
(St-Ouen - Epinay)**

Exprimés : 65,5 %

Voix	%
PS	16 271 36,1
PC	15 202 33,7
PSU	675 1,5
LO	489 1,0
Gauche Nouvelle	178 0,4
Ecolo	1 259 2,8
UNM	10 967 24,3

(1978 : Exprimés 77,7 % PC 37,4 % PS 23,9 % PSU-FA 2,9 % LO 1,9 % LCR 0,8 % UOP 0,5 % UDF 13,5 % RPR 19,2 %)

**VAL-DE-MARNE 3^e
(Ivry-Vitry)**

Exprimés : 70,0 %

Voix	%
PC	27 523 50,2
PS	13 955 25,4
MRG	861 1,5
Tout reste à faire	767 1,4
LO	705 1,2
UNM	11 010 20,0

(1978 : Exprimés 80,6 % PC 48,4 % PS 16,7 % MRG 2,3 % PSU-FA 1,7 % LO 1,5 % LCR 0,9 % UOP 0,3 % RPR 16,6 % Div. dr. 11,4 %)

**PARIS 28^e
(19^e arr.)**

Exprimés : 67,38 %

Voix	%
PS	8 794 34,7
PC	3 651 14,4
MRG	1 235 4,8
Alternative 81	673 2,6
LO	233 0,8
CCA	131 0,5
Gauche Nouvelle	138 0,5
Ecolo	552 2,1
UNM	9 897 39,1

(1978 : Exprimés 77 % PC 28,3 % MRG 18,6 % PSU-FA 5,3 % LO 0,8 % LCR 0,8 % UOP 0,3 % Jobert 2,3 % CNIP 26,3 % Div. dr 14,3 %)

**PARIS 10^e
(11^e arr.)**

Exprimés : 68,17 %

Voix	%
PS	11 643 37,0
PC	4 186 13,3
Alternative 81	439 1,4
Ecolo	554 1,7
LO	257 0,8
CCA	15 0,0
Ecolo	279 0,8
UNM	13 532 43,0
Ex. dr	278 0,8

(1978 : Exprimés 79,7 % PC 22,6 % MRG 21,1 % PSU-FA 2,8 % LO 1,2 % UOP 0,2 % Ecolo 3,7 % RPR 33,1 % Div. dr. 13,9 %)

**NORD 9^e
(Tourcoing)**

Exprimés : 72,58 %

Voix	%
PS	21 580 33,0
PC	6 104 9,3
PSU	470 0,7
Gauche Nouvelle	412 0,6
Ecolo	2 076 3,1
UNM	31 165 47,7
Div. dr	3 478 5,2

(1978 : Exprimés 85,5 % PS 26,7 % PC 13,2 % Ecolo 4,7 % LO 1,2 % Job 1,6 % UDF 24,9 % RPR 25,3 %)

**NORD 11^e
(Dunkerque)**

Exprimés : 71,25 %

Voix	%
PS	45 888 52,8
PC	9 914 11,4
LO	1 124 1,3
Gauche Nouvelle	544 0,6
Ecolo	4 062 4,6
UNM	25 265 29,1

(1978 : Exprimés 82,3 % PS 37 % PC 17 % LO 1,8 % LCR 0,6 % UOP 0,3 % Ecolo 4,1 % Job 2,1 % RPR 37,1 %)

**MOSELLE 4^e
(Thionville)**

Exprimés : 68,87 %

Voix	%
PS	20 255 36,5
PC	7 826 14,3
Gauche Nouvelle	589 1,1
UNM	22 594 43,0
Div. dr	1 246 2,3

(1978 : Exprimés 82,7 % PC 22,9 % PS 21,0 % LO 1,7 % UOP 0,8 % UDF 36,7 % RPR 16,8 %)

**MEURTHE-ET-MOSELLE 7^e
(Longwy)**

Exprimés : 70,45 %

Voix	%
PS	16 129 38,4
PC	13 748 32,7
MRG	2 474 5,8
Gauche Nouvelle	424 1,0
UNM	9 207 21,9

(1978 : Exprimés 84,7 % PC 35,7 % PS 22,7 % LO 1,2 % UOP 0,9 % Div. gau. 3,2 % UDF 25,3 % RPR 10,9 %)

**RHÔNE 1^{ère}
(Lyon)**

Exprimés : 63,66 %

Voix	%
PS	10 858 27,3
PC	8 585 21,6
LO	252 0,6
Gauche Nouvelle	167 0,4
LCR	153 0,3
Ecolo	1 251 3,1
UNM	16 854 42,4
Div. dr	1 255 3,1

(1978 : Exprimés 77,5 % PC 22,9 % PS 21,7 % PSU-FA 1,4 % LO 1 % LCR 0,7 % UOP 0,1 % Ecolo 4,9 % RPR 33,4 % Div. dr 12,6 %)

**RHÔNE 6^e
(Villeurbanne)**

Exprimés : 61,41 %

Voix	%
PS	19 172 52,3
PC	4 896 13,3
Alt. 81-G. Nette	573 1,5
LO	351 0,9
LCR	169 0,4
Ecolo	2 376 6,4
UNM	2 011 5,4
Div. dr	7 067 19,3

(1978 : Exprimés 74,4 % PS 40,6 % PSU-PC 12,4 % LO 1,6 % UOP 0,3 % Ecolo 5,6 % Job 0,8 % Droite 38 %)

**RHÔNE 11^e
(Vénissieux)**

Exprimés : 34,20 %

Voix	%
PS	21 561 39,2
PC	17 786 32,3
LO	549 1,0
Gauche Nouvelle	275 0,5
Ecolo	1 838 3,3
UNM	12 749 23,1
Ex. dr	243 0,4

(1978 : Exprimés 80,4 % PC 36,1 % PS 28,1 % PSU-FA 3,1 % LO 1 % LCR 0,7 % UOP 0,3 % UDF 11,2 % RPR 16,2 %)

**PYRENNÉES-ATLANTIQUES 1^{ère}
(Pau)**

Exprimés : 72,97 %

Voix	%
PS	46 658 49,4
PC	5 879 6,2
Gauche Nouvelle	535 0,5
Ecolo	2 331 2,4
CDS	15 119 16,0
RPR	23 914 25,3

(1978 : Exprimés 83,7 % PS 37,6 % PC 10,2 % LO 0,8 % LCR 0,4 % UOP 0,4 % Ecolo 4,3 % CDS 20,4 % RPR 24,7 %)

**MAINE-ET-LOIRE
(Angers)**

Exprimés : 72,66 %

Voix	%
PS	20 839 37,1
PC	4 735 8,4
Gauche Nouvelle	456 0,8
UNM	30 031 53,5

(1978 : Exprimés 83,1 % PS 23,5 % PC 13,1 % LO 2,5 % UOP 0,9 % Job 5,1 % RPR 54,5 %)

**LOIRE-ATLANTIQUE 2^e
(Nantes)**

Exprimés : 64,65 %

Voix	%
PS	21 530 43,4
PC	4 751 9,5
MRG	869 1,8
PSU	687 1,3
LO	364 0,7
UDB	478 0,9
Gauche Nouvelle	170 0,3
RPR	13 667 27,4
UDF	7 120 14,3

(1978 : Exprimés 77 % PS 26,6 % PC 15,7 % MRG 2,4 % LO 1 % LCR 0,8 % UDB 0,8 % UOP 0,3 % RPR 29,3 % Div. dr 20 %)

**LOIRE-ATLANTIQUE 3^e
(Nantes-Rézé)**

Exprimés : 69,64 %

Voix	%
PS	30 344 51,4
PC	3 737 6,3
PSU	801 1,3
Gauche Nouvelle	212 0,3
UNM	23 865 40,4

(1978 : Exprimés 81,3 % PS 33,4 % PC 12,1 % MRG 12,6 % PSU 2,5 % LO 1,3 % LCR 0,7 % UOP 0,3 % UDF 12,4 % RPR 33,1 %)

BELFORT 1^{ère}

Exprimés : 68 %

Voix	%
PS	15 118 50,6
PC	2 472 8,2
PSU	569 1,8
LO	332 1,1
Gauche Nouvelle	307 1,0
UNM	11 044 37,0

(1978 : Exprimés 82,4 % PS 36,6 % PC 19,5 % PSU 2,5 % LO 1,1 % LCR 0,9 % UOP 0,2 % Ecolo 3,9 % UDF 24,4 % RPR 16,9 %)

**YONNE 1^{ère}
(Auxerre)**

Exprimés : 73,28 %

Voix	%
PS	19 338 38,6
PC	5 026 10,0
Alt. 81 - G.Nette	756 1,5
UNM	24 904 49,7

(1978 : Exprimés 81,1 % PS 22,9 % PC 15,7 % PSU 3,5 % LO 1,1 % LCR 1,1 % UDF 46,3 % RPR 8,4 %)

**BOUCHES-DU-RHÔNE 9^e
(Aix)**

Exprimés : 69,50 %

Voix	%
PS	37 492 42,7
PC	11 094 12,6
PSU	479 0,5
Gauche Nouvelle	394 0,4
Ecolo	2 143 2,4
RPR	9 107 10,3
UDF	25 972 29,5
Div. dr	1 128 1,2

(1978 : Exprimés 80,5 % PS 30,1 % PC 19,5 % LO 1 % LCR 0,6 % UOP 0,4 % Ecolo 4,8 % UDF 24,8 % RPR 14,1 % Div. dr 4,6 %)

DE L'ATTENTE A L'INQUIETUDE

A PRES une période d'attente et, pour beaucoup, d'espoir, c'est maintenant l'inquiétude qui domine du côté des radios libres. Certes, depuis l'élection de François Mitterrand, il n'y a plus d'interventions policières ni de saisies, ce qui n'est pas négligeable quand on se souvient du nombre de procès intentés sous Giscard — et dont certains sont encore en cours. S'il n'est plus très risqué d'émettre, les conditions de réception, elles, ont peu varié : toute la journée jusqu'à 22 h le brouillage continue à Paris et dans sa région. En province, la situation est plus diversifiée : en Alsace *Radio Dreyeckland* n'est pas brouillée — cela remonte de toute façon à janvier — mais à Grenoble *Radio G* l'est constamment.

Les « petites dernières » aux dents longues

Un autre sujet d'inquiétude pour les radios libres (et de taille !), c'est l'apparition de nombreuses radios privées, dotées de moyens généralement très supérieurs. Certaines se limitent à affirmer leur présence par des bandes musicales pré-enregistrées qui « balisent », c'est-à-dire qui occupent une fréquence donnée : c'est le cas de *Radio Cité Future* sur 96 MHz. D'autres émettent d'ores et déjà des programmes construits, comme *Radio Alpha*. Lancée par Alain Griotteray, maire UDF de Charenton — banlieue parisienne — elle chante les louanges de Louis Pauwels, idéologue de droite et directeur du *Figaro-Magazine*. Installé au Foyer Culturel de Charenton, l'émetteur très puissant permet d'atteindre Orléans ! Et contre lui le brouillage n'est efficace qu'en des points limités...

Plus nombreuses encore sont les radios à l'état de projet, en général fort avancés, très souvent à l'initiative de quotidiens connus. Outre *Radio Cité Future* créée entre autres par des journalistes du *Monde*, on dit que le *Parisien Libéré* et *Le Matin*, par exemple, seraient sur les rangs, si on s'en tient à Paris seulement. La province n'étant pas en reste.

Enfin, il faut mentionner des radios municipales, comme *Radio-Gennevilliers* — municipalité PCF — ou *Radio CGT-Ile-de-France* — ex-*Radio CGT-94*. Sur Paris, cela fait déjà huit radios émetteurs en continu, en plus des radios libres qui existent de plus longue date. Si on retire de la bande de FM, les *France-Inter*,



France-Culture et autres *Fréquence Nord* ou *Radio 7* officielles, on voit qu'il ne reste guère de place pour émettre, car il faut tenir compte des bavures par fréquences harmoniques, des « moustaches » des gros émetteurs.

Vers l'asphyxie ?

Brouillées et bousculées hors de leurs fréquences par les nouvelles radios privées, les radios libres constatent que la politique actuelle du gouvernement risque à court terme de les conduire à l'asphyxie. Présenté comme un moyen d'éviter la prolifération anarchique des radios, le brouillage à l'évidence ne remplit pas ce rôle. D'ici le début 1982 — c'est alors que selon le ministre de la Communication un nouveau projet de loi sur la radio et télé-diffusion sera discuté — d'ici là donc, le développement champignonnesque des radios peut imposer une situation de fait défavorable aux radios libres. A moins de lancer des opérations policières tous azimuts, comment le gouvernement pourra-t-il revenir en arrière ? Alors que faire ?

Bien que marchant en ordre dispersé — c'est là leur principale faiblesse — les radios libres ont quelques idées communes. La première, c'est l'urgence d'une réglementation qui empêche une situation de fait bientôt irréversible. Ces règles pourraient être celles du « code de bonne conduite » proposé par ALO (Association pour la Libération des Ondes) : radios à but non-lucratif, limitation de la puissance à 300 Watts/antenne (normes internationales CCIR), pas de « networks », de réseaux à

l'américaine, pas de cumuls journaliers/radios sur la base des lois sur la presse de 1881 et 1944, un minimum de 60 % de programme original, et un maximum de 5 mn par heure de publicité non cumulables. Sur ce dernier point, la Fédération Nationale des Radios Libres a été longtemps en désaccord ; il semble qu'elle serait aujourd'hui prête à tolérer un peu de publicité.

Les radios libres comprennent d'autant plus mal le peu d'em-

pressement du ministre Georges Fillioud à accepter ces propositions, que pendant ces dernières années ce sont elles qui ont couru de gros risques pour faire une information différente, pour poser des problèmes que les radios officielles taisaient ou déformaient, pour instaurer avec la population des rapports de communications nouveaux. Elle rappelle que sans elles *Radio Riposte* (émission du PS avec la participation de Mitterrand) ne se

serait sans doute pas faite, que l'opposition à Giscard a eu libre droit de parole sur leurs ondes. Elles revendiquent en somme un droit de priorité sur les radios privées de tout poil qui s'engouffrent aujourd'hui dans la brèche qu'elles ont faites à leurs risques et périls. Elles constatent aujourd'hui que c'est l'inverse qui se passe. Devront-elles demeurer des radios illégales, c'est-à-dire un jour ou l'autre menacées de répression ?

Le point de vue de *Radio Dreyeckland* Pour une loi provisoire interdisant les radios commerciales

Comment voyez-vous l'avenir proche des radios libres ?

Une précision d'abord : notre position est strictement individuelle, puisque nous n'avons pas encore participé à des réunions nationales de radios.

Nous ne prétendons pas pouvoir présenter un projet de loi sur le monopole ou sur la constitution de nouvelles formes de radio-télé en France, car nous ne connaissons pas tous les aspects du problème. Cela dit, nous avons quelques idées.

En premier lieu, on sort d'une période où peu de choses ont été possibles, et, de plus, dans de dures conditions de répression et de clandestinité. Ces expériences ne suffisent pas pour se faire une idée exacte de ce qu'il faudrait dans un projet de loi. Nous entrons dans une nouvelle période où certains veu-

lent une liberté totale sur les ondes, et où le gouvernement veut mettre en place une nouvelle réglementation. A notre avis, il faut y aller très doucement. On manque d'expérience, on ne connaît pas assez les besoins de la population. Aussi il serait dangereux de mettre trop rapidement en place un cadre trop rigide. Il faut voter très vite une loi, mais qui ait un caractère provisoire et qui permette un maximum d'expériences. En fonction du résultat, la loi pourra être affinée par la suite.

Dans l'immédiat, plusieurs radios de toute espèce naissent. Ne va-t-on pas vers une certaine anarchie ?

Il faut sans doute distinguer entre grandes villes et campagnes ou régions. Les problèmes

sont différents à Paris où il y a des quantités de projets et en Alsace où, à ma connaissance, il n'y en a que deux ou trois. Il est en tout cas indispensable de définir très précisément vers où on veut aller, à travers un débat ; notamment, définir les règles régissant la phase d'expérimentation.

Sur ce point, nous avons une position radicale : il faut absolument interdire toute radio à vocation commerciale avouée ou relativement masquée. Par exemple, les radios de journaux, de quotidiens — l'exemple existe aussi en Alsace — nous paraissent des projets commerciaux, qu'il faut empêcher. A part cela, toutes les expériences peuvent se faire.

Par ailleurs, le PS propose un conseil régional, une instance de contrôle et d'arbitrage constituée d'usagers, d'associations, des pouvoirs publics, ... Quand une

radio s'annonce, il discuterait des fréquences disponibles, des heures possibles, pour qu'une radio ne puisse pas en couvrir une autre. Un conseil qui évidemment dispose des moyens techniques pour remplir son rôle, qui puisse ainsi soumettre les émetteurs à des règles de fiabilité. S'il y a beaucoup de projets, on peut aussi réduire la portée des émetteurs — et tripler les expériences possibles — éventuellement répartir les heures pendant la journée...

Il a été question d'un « cahier des charges » qui, outre des aspects techniques, introduirait d'autres contraintes...

En effet, par exemple, l'idée d'imposer quatre heures d'émission par jour a été avancée. Cela me paraît très dangereux. Pour nous, cela serait actuellement très difficile d'y arriver. Alors, va-t-on vers la situation belge, où les radios, pour garder leur fréquence, passent des bandes entières de disques ? A mon avis, il faut être beaucoup plus souple.

Tout cela, c'est pour l'instant des idées générales. On aimerait apporter dans le débat notre expérience originale, qui est une des plus importantes en France : sur notre fonctionnement, notre impact, les aspects qui ont bien marché comme des démarches pour rencontrer le ministre de la Communication.

Enfin, on demande la reconnaissance pure et simple de Radio Dreyeckland comme radio régionale libre, ayant ses spécificités de fonctionnement et de couverture régionale des trois pays. Nous envisageons même de demander une aide de l'Etat.

A quel titre ?

Une subvention directe serait dangereuse, en raison des risques de dépendance. Indirectement, ce serait en subventionnant l'association en tant que telle, qui est sous la loi de 1901. D'ailleurs, nous proposons que toutes les radios soient des associations loi 1901 à but non lucratif. Pour voir le pour et le contre de tous les financements possibles, il faudrait en discuter dans le détail.

La publicité, éventuellement ?

Pour l'instant, nous la refusons, car nous avons malgré tout un certain nombre de moyens. Mais pour d'autres radios, pourquoi pas ? Dans les limites étroites, toutefois. L'ALO a proposé 5 minutes par heure, cela me semble déjà trop.

Que se passerait-il si en Alsace une autre radio régionale se mettait en place avec de gros moyens, une équipe très importante ?

Nous ne faisons pas de la radio pour faire de la radio, même si, c'est vrai, on y a pris goût ! Cela dit, c'est très dur. Notre objectif, c'est qu'il existe un organisme de radio-diffusion géré par les habitants, associations ou individus, dans lequel de nombreuses sensibilités puissent s'exprimer et où l'information soit différente de l'information d'Etat. Si une radio, avec de gros moyens, est prête à remplir ces souhaits, on l'aidera...

Si la future réglementation ne convient pas à Radio Dreyeckland, que ferez-vous ?

Si les besoins auxquels on a répondu jusqu'ici continuent à exister, et que le nouveau système n'y répond pas, on continuera comme auparavant. Mais il me semble qu'il faut tenir compte de ce qui a changé. Dans certains pays — le Chili, le Portugal — avec l'arrivée de la gauche et une très grande libéralisation des ondes, on a vu apparaître beaucoup de radios de droite. Si le nouveau régime ne répond pas à nos désirs en tant que radios libres, il peut peut-être y répondre dans le secteur public, par exemple par des stations régionales. Si FR3 Alsace répond à tous les besoins, on se posera la question de savoir si on continue. Pour l'instant, nous pensons qu'il y a deux spécificités différentes. Mais c'est l'expérience qui nous le dira...

L'exemple réussi de Radio Dreyeckland

Plus connus sous son ancien nom de Radio-Verte-Fesseheim, Radio Dreyeckland a fêté le 4 juin son quatrième anniversaire de fonctionnement continu, un record parmi les radios libres françaises. Formée pendant la lutte contre la centrale de Fesseheim — sans toutefois s'être jamais considérée comme une radio d'écologistes — l'équipe fondatrice de quatre personnes s'est considérablement élargie : une centaine de personnes aujourd'hui, pour un projet qui se veut plus ambitieux.

En quatre ans, le contenu des émissions s'est considérablement diversifié : luttes sociales, luttes pour l'emploi, puis lutte culturelle pour une identité régionale, pour arriver à une radio qui diffuse des informations sur tout ce qui fait la vie de la région. Avec dès le départ, la particularité, inscrite dans une tradition de luttes, de diffuser aussi vers le pays de Bade et la Suisse du Nord, avec la mise en place d'équipes de rédaction dans ces deux pays limitrophes de l'Alsace, pour former une radio des trois régions — c'est le sens du nom actuel de la radio.

Techniquement aussi, il y a eu évolution. L'émetteur ori-

ginal ayant failli être saisi, et pour faire face au brouillage, RVF a multiplié les petits émetteurs de 2 à 3 watts, disséminés au bout d'un an et demi sur l'ensemble de l'Alsace.

Cette année, RVF a fait le bilan de son expérience, qu'elle juge positif : impact important, prise en main croissante par les habitants et les associations. Informer sur toute une région, c'est ce qui va être intensifié avec Radio Dreyeckland, qui dispose d'un matériel plus important, et de deux semi-permanents, journalistes et coordinateurs auprès des associations.

En plus des deux émissions hebdomadaires — actualité le vendredi soir et dossiers ou émissions culturelles le dimanche matin — une émission d'actualités régionales est diffusée tous les soirs pendant un quart d'heure à 19 h 45, ce qui a aussi l'avantage d'élargir encore l'audience.

Tout cela supposait des moyens financiers accrus. Il a été fait appel à des subventions d'associations, de sections syndicales et de partis (le PS et le PSU ; le PCF a choisi de rester hors du coup). Tous se sont engagés

sur une « Charte de Radio Dreyeckland », précisant que les signataires sont pour la décentralisation des moyens d'information, et pour la prise en charge par les habitants eux-mêmes d'un certain nombre de ces moyens, c'est-à-dire l'autogestion des moyens d'information.

Sur le plan du fonctionnement, une réunion mensuelle prend toutes les décisions : y participent tous ceux qui travaillent directement à la radio et un représentant pour chacune des associations et organisations signataires de la Charte. Y a-t-il un risque de transformation de la radio dans son contenu avec ce nouveau mode de fonctionnement ? C'est un problème qui, en tout cas pour l'instant ne semble pas se poser, selon les animateurs de la radio.

Comment les associations vont-elles intervenir dans les émissions ? Il semble que l'on s'oriente vers une sorte de tribune des associations, hebdomadaire, sous leur propre responsabilité. « De toute façon, conclue-t-on à Radio Dreyeckland, n'importe qui peut s'exprimer sur notre radio, qu'il s'agisse d'individus ou d'associations, signataires ou non de la Charte... ».

LA GAUCHE ET L'AFGHANISTAN

En Afghanistan, le combat continue. Dix-huit mois après le début de l'occupation massive de ce pays par l'URSS, la guérilla — ne disposant du soutien d'aucune grande puissance — se renforce et accentue sa pression sur les troupes soviétiques. Un peuple entier se dresse contre l'oppression, contre une agression qui menace aussi la paix mondiale.

En France, où le nouveau président de la République et le nouveau gouvernement se prononcent clairement contre l'intervention soviétique, les organisations démocratiques, l'ensemble des forces progressistes ont une responsabilité particulière pour que se développe en France un soutien populaire à la lutte de libération nationale du peuple afghan. Et pour que se manifeste une attitude ferme de la France contre l'agression, car il ne peut y avoir de solution en Afghanistan sans le retrait des Soviétiques, ni de négociation véritable sans le premier intéressé : le peuple afghan et sa résistance.

CONDAMNATION FERME DE L'AGRESSION SOVIETIQUE !

SOUTIEN RESOLU A LA RESISTANCE DU PEUPLE AFGHAN !



MEETING-DEBAT
Jeudi 25 juin



à partir de 19 heures,
grande salle de la BOURSE DU TRAVAIL
3, rue du Château-d'Eau — 75010
métro : République

• Avec les interventions de dirigeants nationaux de la CFDT, de la FEN, du PS, du PSU, du PCR

• Les travaux et la sentence du Tribunal Permanent des Peuples — héritier du Tribunal Russel sur le Vietnam — par Laurent SCHWARTZ

• Des résistants afghans, des témoins occidentaux (ethnologues, journalistes, médecins...) ayant séjourné dans les maquis d'Afghanistan, font le point sur la situation actuelle et répondent aux questions

• Films, diapos, expos

• Stands, musique et chants afghans

A l'initiative du MSRA*

Avec le soutien de : PS, CFDT, FEN, UNEF Indépendante et démocratique, Syndicat CGT des correcteurs du livre, PSU, PCR, CEDETIM, Les Films Grain de Sable, Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples...

*MSRA : Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Afghan — 20 rue Pierre Brosolette - 93130 Noisy-le-Sec.
CCP 11 001 12 E PARIS — Constitué à l'issue des « 6 heures pour l'Afghanistan », le 6 juin 1980 à la Mutualité, à Paris.
le 6 juin 1980 à la Mutualité, à Paris.

VOUS AVEZ DIT SOCIAL-DEMOCRATE ?

Christine Buci-Glucksmann, dans *Le défi social-démocrate*, met en cause quelques idées reçues sur les expériences social-démocrates.

Par François NOLET

L'EXISTENCE et la persistance de partis sociaux-démocrates jouant un rôle politique important, le développement de courants analogues dans le Tiers-Monde, en particulier en Amérique Latine, posent un problème aux marxistes. Christine Buci-Glucksmann montre l'insuffisance d'analyse du fait social-démocrate dans la tradition marxiste, au sens large, et tente d'approcher la réalité social-démocrate au travers notamment de l'étude concrète de sa forme typique, la social-démocratie suédoise (1).

Elle rappelle l'analyse de la social-démocratie qui était celle de Lénine.

Il expliquait le phénomène social-démocrate par l'introduction dans la classe ouvrière d'un réformisme qui trouvait sa base sociale dans une mince couche, corrompue par les surprofits coloniaux, l'aristocratie ouvrière, agent de la bourgeoisie et de l'impérialisme dans la classe ouvrière. La crise de l'impérialisme devait, en sapant la base même de la constitution du réformisme, amener un déclin rapide de l'influence de la social-démocratie. Cette analyse et cette prévision, qui affirmaient le caractère *minoritaire et temporaire* du fait social-démocrate, se sont heurtées à la réalité d'une persistance, sur une très longue période, de partis sociaux-démocrates encadrant la majorité de la classe ouvrière dans de nombreux pays.

Reste à savoir d'ailleurs si cette caractérisation de la social-démocratie comme « *agent de l'impérialisme* » est intrinsèquement liée au léninisme ou si elle ne constitue qu'un moment de la critique léniniste, dans une conjoncture historique précise. La définition ainsi donnée de la social-démocratie est produite pendant la guerre inter-impérialiste de 1914-1918, à un moment

où les sociaux-démocrates se lancent à corps perdu dans les politiques d'union sacrée. Dans les années suivantes, Lénine sera amené à nuancer sa perception du fait social-démocrate.

« Agent de... »

Il n'est pas douteux en revanche que la III^e Internationale ait considérablement contribué à stériliser toute analyse concrète de la social-démocratie. C'est dans ce sillage que les « analyses » du PCF, ces dernières années en particulier, éludent les caractéristiques propres de la social-démocratie, perçue comme agent de la bourgeoisie (2), sans que soit analysé son rôle actif propre, autonome.

C'est ce qui ressort par exemple de cette phrase de Fiterman : « *Les forces du grand capital s'emploient à contenir les transformations dans le cadre du système et à préserver la mise en œuvre de leur politique en recourant à la social-démocratie* » (3). Instrument passif de la bourgeoisie dans le pire des cas, la social-démocratie est pensée comme pouvant, dans de meilleures conditions, être alliée au PCF, dans la mesure où elle est traversée de contradictions qui la rendent sensible au « mouvement populaire ». Dans les deux cas, elle est passive, agent de l'un ou de l'autre, jamais dotée d'une activité propre ; le réformisme est « *agi et non agissant* » (4) non analysé dans sa spécificité. Face à de telles conceptions, il est temps de passer à l'analyse concrète du fait social-démocrate : « *A l'opposé de toute approche linéaire et essentialiste de l'histoire enfermant une fois pour toutes la social-démocratie dans une série d'équations programmées : so-*

cial-démocratie = réformisme = complot impérialiste contre « le mouvement ouvrier », la social-démocratie a une histoire, des histoires » (5).

Et d'abord, à l'opposé de la vision de la social-démocratie comme « instrument de la bourgeoisie », Christine Buci-Glucksmann voit en elle une forme spécifique de structuration du mouvement ouvrier, instaurant de nouveaux rapports entre la classe ouvrière et l'Etat. Elle inaugure une stratégie d'institutionnalisation du mouvement ouvrier qui réalise, par le biais de l'Etat, un compromis entre les classes. Ce compromis, sans sortir du cadre du capitalisme, et même du capitalisme privé (95 % de la propriété industrielle est privée en Suède) apporte des avantages réels à la classe ouvrière : redistribution des revenus (par l'impôt) sous forme directe (salaires) ou indirecte (équipements sociaux). Ces avantages ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques (importance du rôle des syndicats, qui disposent notamment d'un droit de contrôle sur la gestion des entreprises). Tout ceci n'est possible que par le biais d'une extension considérable de l'appareil d'Etat, qui intervient, non seulement dans l'économie (intervention dans le rapport salarial même), mais dans l'ensemble de la société civile (multiples mécanismes d'assistance, organisation des loisirs...), extension de l'appareil d'Etat qui le modifie profondément, notamment en le rendant apte à intégrer de nombreuses formes de contestation.

Un keynésianisme ?

Selon Christine Buci-Glucksmann, ce type de politique (non seulement politique économique, mais aussi forme d'Etat) peut être compris sous la catégorie d'Etat keynésien. Nous rappelons pour mémoire que les théories



Un million de Suédois (sur 8 millions) est membre du Parti Social-démocrate (à gauche, l'ex-premier ministre Olof Palme).

économiques de Keynes, qui furent largement appliquées dans les années d'après-guerre, comprenaient, pour les situer rapidement, l'idée d'une intervention de l'Etat comme facteur de régulation économique, favorisant le plein emploi et le développement de la consommation, par le biais du budget notamment. Cette conception impliquait une part croissante du rôle proprement économique de l'Etat (budget accru, politique des revenus, création de services sociaux et de diverses formes d'assurances, comme la sécurité sociale). Christine Buci-Glucksmann comprend sous le terme de keynésianisme l'ensemble des politiques social-démocrates, mais aussi d'autres. Elle peut ainsi écrire que « *l'Etat keynésien* » « *connut toujours des rythmes et des formes nationales spécifiques : social-démocrate, travailliste, gaulliste ou centre gauche à l'italienne* » (6).

C'est là sans doute que son argumentation devient contestable. Il semble difficile d'attribuer à l'application des théories keynésiennes la structuration des rapports de classe dans toute une série de formations sociales distinctes. Tout d'abord, parce qu'il existe dans le mouvement ouvrier, notamment en France, une tradition qui attribue une grande importance au rôle de l'intervention étatique : cette tradition est antérieure aux théories keynésiennes. De même d'ailleurs, comme le signale Christine Buci-Glucksmann, que la social-démocratie parvienne au pouvoir en Suède avant que les théories keynésiennes soient élaborées.

Il nous semble plutôt que les théories keynésiennes, ensemble de techniques économiques, ont pu être employées par des forces politiques différentes, dans des situations de rapport de force entre classes très diverses d'un pays à l'autre, et qu'en conséquence la notion très extensive

qu'en donne Christine Buci-Glucksmann ne puisse guère rendre compte des spécificités de chacune de ces situations concrètes. Pour ne prendre qu'un exemple récent dans la situation politique française, on saisit mal en quoi le keynésianisme, que Christine Buci-Glucksmann attribue au PS comme au PCF, éclaire les causes de la rupture survenue entre ces partis lors de la réactualisation du Programme Commun, alors même que cette rupture portait précisément sur des questions de politiques économiques (notamment l'étendue des nationalisations).

Une question reste ouverte, et qui nous interroge : l'abandon progressif des politiques keynésiennes dans nombre d'Etats européens depuis le début de la crise. Reste à savoir si, dans cette situation, la gauche ne tend pas à devenir souvent, comme le pense Christine Buci-Glucksmann, la seule héritière de la tradition keynésienne. Avec aussi, bien sûr, les limites intrinsèques du keynésianisme, qui se situe intégralement dans le cadre du capitalisme.

1) *Le Défi social-démocrate*, Edition Maspéro, collection *Dialectiques-Interventions*, 322 pages. Ecrit en collaboration avec le Suédois Göran Therborn, qui se réfère, comme Christine Buci-Glucksmann, au courant « *euro-communiste de gauche* ».

2) *L'ouvrage de Christine Buci-Glucksmann est paru avant l'élection présidentielle française. A l'heure où nous écrivons, le PCF n'a pas encore produit la « théorie » de ses tout neufs assauts de charme en direction du PS.*

3) XXII^e congrès du PCF, cité p. 54.

4) *Ibid.* p. 87.

5) *Ibid.* p. 34.

6) *Ibid.* p. 136.



LE PS... ET 14 ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Par Louis FURNEL

Le 17 juin 1981, se réunissait le 3^e Conseil des Ministres du gouvernement Mauroy. Au menu, une liste d'entreprises en difficultés préparée par le Comité Interministériel pour l'Aménagement des Structures Industrielles (le CIASI), véritable « hôpital public des entreprises malades » (*Le Matin* du 2 juin 1981), créé en 1974 par Giscard.

Le CIASI en a recensé 14 pour lesquelles des décisions immédiates sont indispensables car « à défaut, plusieurs sinistres de taille pourraient se concrétiser dans les jours qui viennent ». La CFDT a, quant à elle, remis à l'Elysée une liste d'urgence non exhaustive de 176 nom...

Au-delà de l'écart entre les chiffres, se pose un problème réel pour le nouveau gouvernement de gauche : comment concilier mesures sociales et défense de l'emploi, tout en développant la compétitivité des entreprises nationales, et ceci dans une situation où, à court terme, de nombreuses entreprises connaissent des difficultés au point de fermer leurs portes ?... D'autant plus que le soutien financier de l'Etat offre, certes, un répit mais ne garantit en rien la survie de l'entreprise, à long terme, et accroît, à coup sûr, les dépenses du budget. Et peut-être son déficit... qu'il faudra bien couvrir.

Urgence

Que peut donc faire le PS dans ce cas d'urgence ? Car il y a effectivement urgence : d'une part, nombre de projets de licenciements ou de fermeture ont été bloqués depuis quelques mois, d'autre part, l'Etat portait à bout de bras de nombreuses entreprises afin de ne pas compromettre la victoire giscardienne à l'élection présidentielle.

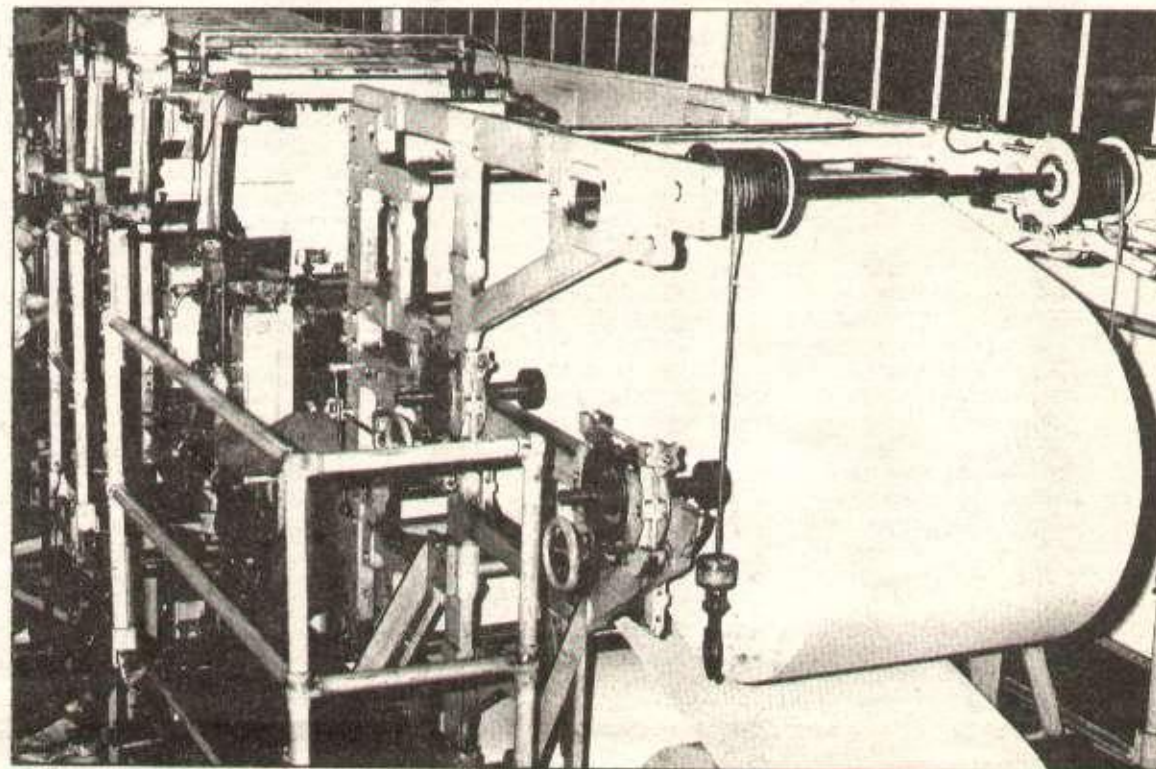
Première question qu'on peut se poser : le problème est-il, toutefois, limité aux 14 entreprises citées par le CIASI ? Il est évident que non, des secteurs entiers licencient, ferment leurs portes ; tel était le prix de la modernisation barriste de la France. Mais de ces 14 entreprises, ou peut-être plus puisque le gouvernement Mauroy est chargé d'en faire l'inventaire, il semble que le PS veuille faire un test : celui de sa capacité à prendre en main et à traiter les problèmes industriels, à agir sans tarder et à ne pas apparaître comme « démagogique », comme le dit la droite, en ne faisant

que satisfaire, partiellement des revendications populaires. Pour autant, il est probable que les décisions prises seront des décisions d'attente et se traduiront par un soutien financier de l'Etat à ces entreprises. Ainsi, d'un point de vue tactique, il manifestera qu'il fait de l'emploi « l'axe central de sa politique » sans qu'il s'agisse d'un soutien à toutes les entreprises en faillite ou qui licencient, ce qui est certainement impossible dans le cadre actuel sans déclencher de graves déséquilibres, dont l'inflation. Autre raison à ce choix, le gouvernement a eu le temps de définir sa politique industrielle autrement que dans ses grandes lignes ; or, la plupart de ces entreprises peuvent y jouer un rôle non négligeable.

Plusieurs secteurs économiques...

Le CIASI, citant un ordre de priorité, distingue trois groupes d'entreprises ; tout d'abord trois d'entre elles, qui ne vivent plus que des subsides de l'Etat : Liné (2 300 employés), numéro 2 de la machine-outil française (hors filiale de groupes industriels comme Renault-Machine-Outil) qui reçoit depuis fin 1980, 25 millions par mois ; la Chapelle-Darblay (2 300 salariés) numéro 1 du papier journal et enfin Sofer-

Manufrance, février 1979.



tal (même nombre d'employés) ex-société franco-belge de matériel de chemin de fer. Ensuite, vient un groupe de cinq entreprises où existent « plusieurs risques à résonance sociale particulière en l'absence de perspectives sérieuses ». On y trouve Manufrance, deux imprimeries : Oberthur (900 salariés) et Lang (1 000 salariés), un sous-traitant de l'automobile, Seim-Rotin (1 000 personnes) et enfin Logabax (2 300 salariés). Le dernier groupe comprend une fonderie (Fonderie de Randonnais, 300 personnes), une tannerie (Tannerie

de Bort, 170 salariés), les Ateliers Roannais de Constructions Textile (ARCT, 930 personnes fabriquant des machines textiles), les Tissages de Soieries Réunis (930 personnes) et deux groupes plus importants : la Rochette-Cenpa (3 500 personnes) spécialiste du papier et de l'emballage et le groupe Willot qui prévoit 5 000 licenciements sur les 20 000 encore employés dans le textile. Pour ces six dernières entreprises, les problèmes seront posés avant l'automne.

Ainsi, trouve-t-on deux entreprises de la mécanique (ARCT,

Liné), un sous-traitant de l'automobile (Seim-Rotin), Logabax et Manufrance, autrement dit, cinq entreprises classées dans les industries de biens d'équipements. Ces industries demandent une technologie avancée, une main d'œuvre qualifiée. Leur maîtrise est importante pour l'autonomie d'une économie : ce sont ces industries qui fabriquent les moyens de production destinés au reste de l'économie ou à l'exportation. La situation de l'impérialisme français est, dans ce domaine, très contrastée : dans l'électronique et l'informatique, il est totalement dépendant ; technologiquement et économiquement, les parts de marchés des constructeurs français qui sont très faibles malgré l'engagement de l'Etat d'introduire dans son parc informatique 50 % de produits français. Il n'en est pas de même dans la mécanique où l'excédent de la balance commerciale (15 milliards en 1979) est confortable, mais en baisse : le taux de couverture des importations par les exportations passe de 136 à 130 entre 1978 et 1979. C'est le deuxième poste excédentaire de cette balance, mais cela masque deux faiblesses : tout d'abord, c'est un appareil productif peu concentré et à structure familiale, ce qui rend difficile toute extension de l'entreprise (hormi les quatre « gros » de la machine-outil : Ernaut-Somua, Renault-Machine-outil, Ratier-Forrest GSP et Huré : 30 % du chiffre d'affaires). Ensuite, c'est un appareil productif très spécia-

SUITE PAGE 10

Pour le Socialisme - 9

SUITE DE LA PAGE 9

lisé comme en témoigne à la fois l'augmentation des exportations (+ 13 % en 1979) et l'augmentation de la part du marché intérieur occupé par les produits étrangers (50 % actuellement dont la moitié vient de RFA contre 35 % il y a dix ans...). Ce secteur n'est excédentaire que vis-à-vis du Tiers-Monde et des pays de l'Est. Ainsi, la stratégie du « *Tout pour l'exportation* » de Barre portait ses fruits, mais ceux-ci étaient véreux, même du point de vue de l'impérialisme, puisque se renforçait la position dominée de l'impérialisme français face aux autres pays développés.

De l'automobile au papier carton

Quant à la sous-traitance automobile, elle concourt à un chiffre d'affaire de l'automobile à la hauteur de 35 %. Mais la crise qui frappe l'automobile du fait de la concurrence nipponne, et de la réduction relative des débouchés intérieurs, en fait la première victime des trusts automobiles qui pressent les prix. Ainsi, les prix de vente des équipements n'ont pu augmenter que de 6,8 % en 1978, 7,9 % en 1979 et 8,5 % en 1980. Seim-Rotin en fait donc les frais.

On ne trouve dans cette liste qu'une seule entreprise de biens intermédiaires : une petite fonderie mais il faut dire que la première transformation du métal est déjà entre les mains de l'Etat grâce au contrôle d'Usinor et de Sacilor qui ont réalisé un déficit de trois milliards en 1980...

Pour le reste, il s'agit d'entreprises de biens de consommation. Il y a là deux imprimeries et deux papeteries où les mutations technologiques ont été rapides ce qui s'est traduit par de nombreux licenciements, notamment dans les pâtes et papiers, alors que la France possède un domaine boisé très important, puisqu'il atteint presque la moitié du total CEE, le déficit commer-

cial est de 3,2 milliards en 1978 ! C'est un des tous premiers postes déficitaires après l'énergie. Comment cela peut-il se faire ? Cette industrie du papier-carton est peu concentrée. L'englobement dès 1977-1978 de 1 à 1,5 milliards de francs visant à faire de la Chapelle-Darblay (pour le papier journal) et de la Rochette-Cenpa (pour l'emballage, avec la Cellulose du Pin), les deux pôles de restructuration des secteurs, n'a servi à rien, en raison de la concurrence suédoise, US et canadienne. Vient ensuite une tannerie victime de la concurrence directe sur le cuir (Afrique du Nord, Italie...), de la restriction des débouchés (chaussure) et de la substitution d'autres matières (plastiques...). Enfin, deux entreprises textile dont les 5 000 licenciements du groupe Willot, secteur où les pertes d'emploi sont nombreuses (137 000 entre 1970 et 1977) mais qui emploie encore 600 000 personnes en 1978. Un secteur qui joue donc un rôle important dans l'emploi en France, et qui peut être fortement exportateur si une certaine restructuration vers le haut de gamme se met en place.

Des décisions test

Ainsi, ces entreprises ont eu, ou ont encore un rôle important dans la stratégie de la bourgeoisie française. Dès lors, la question se pose de savoir comment le PS va intervenir à leur égard.

La variété des dossiers à traiter, la concentration des aides sur un petit nombre d'entreprises rendent difficile, pour le PS la définition à court terme d'une politique économique concrète.

Toutefois, il est clair, que la définition de cette politique ne peut être séparée des nationalisations puisque on constate simplement au regard des aides accordées, que celles-ci profitent plus aux grands groupes monopolistes... même lorsque leur but avoué est autre.

Le PS aura-t-il les moyens de réformer les circuits financiers ? En a-t-il la volonté politique ?

DE COMITÉ EN COMITÉ

Le dernier septennat a été riche en créations de toutes sortes dont l'objectif était le soutien à l'économie. La présentation des différents comités mis en place ne prétend pas épuiser le sujet — oh combien secret — de l'aide de l'Etat aux entreprises mais d'en montrer certains aspects, pour la plupart issus de la crise puisque ces comités ont tous éclaté après son déclenchement.

On ne citera donc que pour mémoire l'Institut de Développement Industriel (IDI) doté en 1970 d'un capital d'un milliard de francs par l'Etat, le Crédit National et les grandes banques de la place et qui prend des participations dans le capital des PME dynamiques mais ayant des problèmes de croissance (insuffisance des capitaux appartenant à l'entreprise ou les sociétés de Développement Régional, créés plus tardivement, mais dont le but est semblable. De même, les Fonds de Développement Economique et Social est le point de passage quasi-obligé des aides publiques.

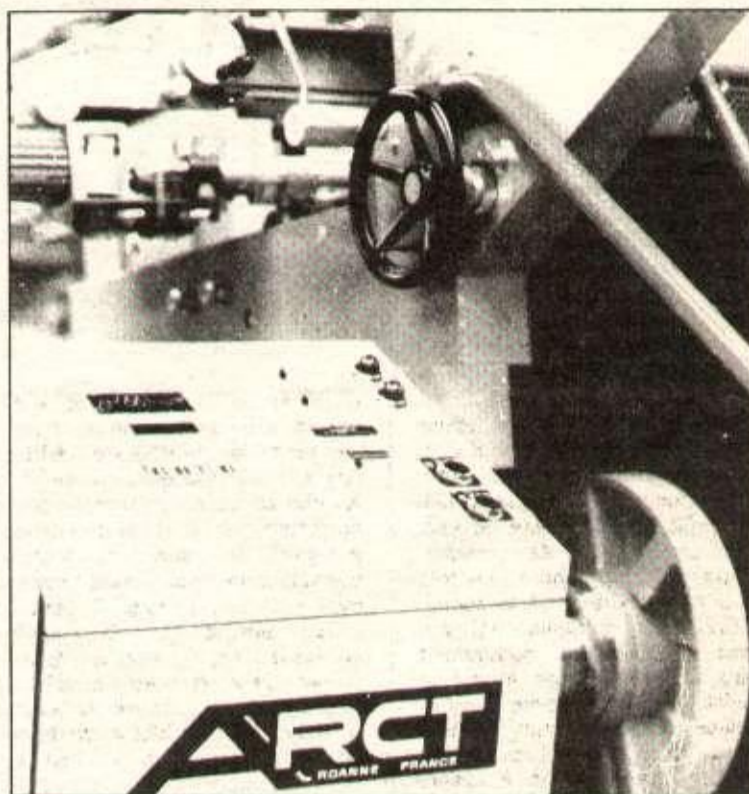
Qu'en est-il des autres fonds ? L'Action Conjoncturelle a été créée en 1973 ; il est constitué de fonds inscrits au budget et reste à la discrétion du gouvernement, en fonction de l'évolution de la conjoncture — Delors y puisera 6,5 milliards inscrits au budget 1981 pour relancer la croissance économique.

Antérieur à l'arrivée de Giscard au pouvoir suprême, c'est le dernier fonds à avoir une action globale.

Au contraire, les autres fonds ont tous vocation à soutenir un segment particulier de l'économie :

Le CIASI (Comité Interministériel pour l'Aménagement des Structures Industrielles) créé en 1974 pour rendre plus acceptables les restructurations et « éviter les contagions sociales et les traumatismes industriels trop violents » est en fait « l'hôpital public des entreprises malades ». Il a dépensé, à cet effet, 2,8 milliards de francs dont 800 millions sous forme de subventions, pour la sauvegarde de 380 000 emplois. Un tiers des interventions, en montant comme en nombre, a échoué dans les 5 ans et dix interventions ont mobilisé la moitié de concours (sur 1 000 interventions en 7 ans) sans toujours trouver de solution industrielle. Le CIASI intervient dans la sidérurgie, la machine-outil, le matériel ferroviaire, l'imprimerie, le textile, la tannerie, etc...

Le Fonds Spécial d'Adaptation Industrielle (FSAI) date de septembre 1978. Son objectif est la restauration des régions fortement frappées par le redéploiement et notamment le Nord et la Lorraine sidérurgiques pour lesquelles il a été créé. Son budget est de 3 milliards de francs et il intervient seulement pour des investissements créateurs d'emplois (50 en 3 ans au minimum). Le FSAI estime avoir contribué à



la création de 20 770 emplois dans les secteurs de l'automobile, les circuits intégrés, la sous-traitance aéronautique, l'industrie agro-alimentaire, la mécanique, l'informatique et l'énergie solaire. Là encore, ce sont les grands groupes industriels qui ont raflé la majeure partie de cette manne.

Le Comité Interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE) date de septembre 1979. Il s'adresse aux PME « dynamiques et saines », jusqu'à un milliard de chiffres d'affaires... Ce qui étend quelque peu la notion de PME ! Il a surtout touché des entreprises, concentrées dans 4 secteurs (mécaniques et machines, industries du bois, agro-alimentaires, électroniques et informatiques) ayant vocation à la concurrence internationale. Il ne dispose pas d'un budget propre mais utilise les crédits du Fonds de Développement Economique et Social, organismes du Ministère du Budget dont l'objectif est le financement de l'investissement.

Le CODIS, dernier en date, autrement dit « Comité d'Orientation pour le Développement

des Industries Stratégiques » est né en septembre 1979 ; sans budget, il coordonne les aides publiques en assurant la sélectivité des bénéficiaires. Les secteurs d'intervention sont l'off-shore pétrolier, la bureautique, la bio-industrie, la robotique, les économies d'énergie, l'électronique grand public... et le textile-habillement.

Cette multiplication de comités ne doit pas faire illusion : l'aide de l'Etat reste fortement concentrée sur un petit nombre de monopoles... et ces comités peuvent d'ailleurs être détournés de leur « vocation ». Ainsi le *Canard Enchaîné* du 27 mai 1981 cite l'exemple de Rhône-Poulenc qui présentait, avant le 10 mai au CODIS un dossier (920 millions) qui n'avait aucun rapport sinon formel avec l'objet du comité mais avait pour but de renflouer les caisses. Les membres du CODIS étaient sensés fermer les yeux... Ainsi, outre une certaine inefficacité, ces organismes comme l'a montré la « réindustrialisation de la Lorraine menée par le CIASI, leur finalité a pu être détournée... avec le concours de l'Etat et de ses plus hauts dirigeants.

Les aides de l'Etat aux entreprises

Selon le rapport Hannoun — confidentiel — les aides publiques aux entreprises s'élevèrent à 26 milliards de francs (contre 18 prévus au budget) en 1979.

50 % d'entre elles sont accordées à 6 groupes : CGE, CII-HB, Dassault, SNIAS, Empain-Schneider et Thomson-Brandt, de façon permanente, sous diverses modalités : primes d'aides à l'emploi, primes de suppression d'emploi au nom de la reconversion, etc.

A ces aides directes, il faut ajouter les aides indirectes obtenues par la modulation de l'impôt sur les sociétés : avoir fiscal (700 millions de francs), invitations fiscales à l'investissement (5 milliards) qui sont autant de dépenses non réalisées par les entreprises.

Il faudrait également y ajouter les marchés des commandes publiques dont l'informatique est l'un des exemples les plus connus.



LIRE GRAMSCI...

(4) Le « sens commun »

Par Charles VILLAC

COMME nous l'avons vu, Gramsci met en cause une approche non dialectique du rapport structure-superstructure, il critique une interprétation mécaniste de l'action du facteur économique. S'attachant à rendre compte de la complexité et de la combinaison des facteurs agissant dans l'histoire, et notamment dans le cadre d'une formation sociale, il met en évidence des réalités agissantes qui, jusqu'à lui, si elles ont été prises en compte pratiquement à divers degrés, ne l'ont pas été ou peu théoriquement. Ainsi, en va-t-il de ce que Gramsci définit comme le « sens commun ».

La philosophie spontanée populaire

Pour Gramsci, et il revient souvent dans ses cahiers sur cette notion, le sens commun, c'est la philosophie des « non-philosophes », c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas reçu une éducation systématique sur ce plan. C'est une conception traditionnelle du monde, en d'autres termes, une façon de concevoir le monde qui emprunte beaucoup au passé et qui intègre une façon de penser propre. Le sens commun se rattache étroitement à la « neutralité » populaire faite d'habitudes d'esprit, de croyances fondamentales. Ainsi, concrètement, le sens commun intègre croyances, jugements, opinions, pensées enracinées dans la conscience populaire et qui peuvent produire des normes de conduite.

Philosophie spontanée, il est formé de croyances et préjugés, de conceptions c'est-à-dire d'idées sur ce qu'est le monde, son devenir, la place qu'y a l'Homme...

Traits distinctifs du sens commun

Il faut sans doute tenir compte du fait que, quand Gramsci examine la question du « sens commun », il le fait pour une part en polémiquant avec l'auteur d'un manuel populaire — N. Boukharine — qui prétend

vulgariser le marxisme et qui considère le sens commun comme pierre de touche de vérité. Gramsci explique que, en réalité, les choses ne se présentent pas de cette façon. Il est ainsi amené à mettre en lumière la nature contradictoire du « sens commun » et ses limites. Il écrit : « Cela signifie que le « sens commun » est un concept équivoque, contradictoire, multiforme, et que se reporter au sens commun comme pierre de touche de vérité est un non-sens » (1).

Ainsi, le « sens commun » apparaît comme quelque chose de difficile à définir car comprenant des éléments contradictoires entre eux et n'ayant pas une signification nettement délimitée.

C'est que le « sens commun », fondamentalement est formé de conceptions fragmentaires qui ne forment pas un tout cohérent entre elles. Il peut contenir par exemple des conceptions relevant du matérialisme mais aussi des conceptions relevant de la religion. Et on peut comprendre cette caractéristique du sens commun quand on sait qu'il se rapporte à ce que Gramsci appelle le « folklore » de la philosophie. C'est-à-dire que des éléments qui le constituent à un moment donné proviennent de philosophies du passé qui ont en quelque sorte déposé dans la conscience populaire certaines de leurs conceptions. Et ces conceptions se sont ainsi fixées au cours des âges, se momifiant en quelque sorte, se transmettant. Ce qui signifie que le sens commun évolue au cours de l'histoire, puisqu'il emprunte successivement aux philosophies qui se succèdent. On peut ainsi se le représenter comme formé de strates, de sédiments transmis de génération en génération, ayant donc de solides racines non conséquent, de non cohérent, de fragmentaire en ce sens qu'il ne constitue pas un ensemble organisé systématiquement. Et cela s'explique pour une part par le fait qu'il est formé d'éléments résultant de l'accumulation d'expériences successives de l'humanité. C'est en ce sens qu'il intègre par exemple des éléments religieux, hérités de religions et philosophies traditionnelles. Mais ce qui explique aussi le fait qu'il ne constitue pas un tout cohérent, c'est qu'il est formé d'éléments acritiques, c'est-à-dire qui sont reçus pour vrais sans examen, qui apparaissent

comme spontanément évidents. Il donne ainsi lieu à une adhésion spontanée, non réfléchie.

On le voit, le sens commun est profondément enraciné dans le passé, c'est ce qui lui donne ce « caractère hostile aux nouveautés, conservateur », précise Gramsci. En d'autres termes, le sens commun n'accepte pas facilement les vérités nouvelles, il se montre tenace, ferme, enraciné solidement ; il est dogmatique et avide de certitudes, péremptoires. Et sur le plan de la façon de penser, il dispose, précise Gramsci, s'agissant en tout cas du sens commun vulgaire, de la logique formelle comme expression, contradictoire avec la manière dialectique de penser.

Mais cette approche du sens commun serait complètement unilatérale si nous ne la complétions, comme le fait Gramsci par une mise en évidence des aspects de vérité qu'il contient. A la question de savoir ce qui fait la valeur du sens commun, Gramsci répond que celle-ci consiste « non seulement dans le fait que, implicitement il est vrai, le sens commun utilise le principe de causalité, mais dans le fait beaucoup plus restreint, que, dans une série de jugements, le sens commun identifie la cause exacte, simple et facile, et ne se laisse pas dévier par les subtiles astuces et les arcanes de la métaphysique, pseudo-profonds, pseudo-scientifiques, etc... » (2).

Par ailleurs, Gramsci, remettant en cause l'idée selon laquelle il existerait une « nature de l'Homme » qui serait immuable, précisant que celle-ci est constituée par l'ensemble des rapports sociaux qui se modifient au cours des âges, indique que le sens commun a entrevu cette vérité, cette historicité de la « nature humaine ». Ainsi, on le voit, le sens commun est bien une réalité contradictoire, non pas au seul sens où il comporterait des croyances contradictoires entre elles, mais au sens où il est porteur à la fois de vérité et d'erreur. La vérité résultant du fait que le sens commun recueille des vérités héritées et qui restent valides dans la mesure où le changement des conditions qui les ont vu naître n'a pas encore été suffisant pour les rendre caduques ; mais il tire aussi des conclusions justes de l'expérience actuelle, sachant que fondamentalement c'est l'expérience qui nourrit la vérité du

sens commun. Plus précisément, Gramsci, en examinant ce qu'il en est du sens commun indique, concernant le « bon sens » : « C'est là le noyau sain du sens commun, ce que justement on pourrait appeler « bon sens » et qui mérite d'être développé et rendu unitaire et cohérent ». Par ailleurs, Gramsci observe que le bon sens consiste en cette « attitude de mépris pour les obscurités, les finesses et les astuces de certains exposés scientifiques et philosophiques ».

Ainsi, le « bon sens » apparaît comme cette prime de sagesse populaire, liée à l'expérience et qui reconnaît la valeur de la nécessité de la réflexion, la nécessité de surmonter les impulsions immédiates, mais qui par ailleurs ne s'en laisse pas facilement compter.

Mais si Gramsci insiste sur les limites du sens commun, c'est pour montrer la nécessité de le transformer, de le dépasser. Et avant de préciser ce point, il nous faut compléter notre approche du sens commun par les considérations suivantes : il serait plus exact, s'agissant d'une formation sociale, de parler non pas du mais des sens commun. En effet, le sens commun est une dimension caractéristique d'un milieu social, d'un groupe social qui a justement, entre autres, comme spécificité d'adhérer à un ensemble d'opinions qui sont devenues collectives, qui sont devenues une force sociale. Gramsci précise ainsi que le sens commun est conforme à une certaine situation sociale et culturelle. Ainsi, dans une société donnée, il y a plusieurs sens communs, chacun comprenant des caractéristiques propres au groupe social qui y adhère, elles-mêmes liées à l'expérience passée et actuelle de ce groupe, et plus largement à l'expérience de la formation sociale dont il fait partie.

Promouvoir un nouveau sens commun

Cette nécessité de promouvoir un nouveau sens commun tient pour Gramsci à plusieurs raisons. La première est évidemment liée aux limites du sens commun, en ce sens qu'il est plus enraciné dans le passé que tourné vers les

nécessités présentes. Il faut donc le transformer pour qu'il s'accorde mieux aux exigences du moment. Et cela est d'autant plus important que le sens commun ne constitue en aucune façon quelque chose de négligeable et d'inerte dans le mouvement historique : tout au contraire, il peut, rappelons-le, entraîner des normes de conduites impératives, il éclaire l'expérience quotidienne, il implique une façon de penser et d'agir, il conditionne donc la position de l'individu et du groupe social face aux événements ; plus précisément, observe Gramsci, il conditionne la position de ceux qui le portent, à savoir les aspects pratiques des transformations historiques. On comprend dans ces conditions la nécessité qu'affirme Gramsci de promouvoir une nouvelle méthode de penser et concevoir la vie et le monde, une nouvelle philosophie populaire, permettant la compréhension du mouvement et du devenir. En d'autres termes il faut dépasser le — ou plutôt les — sens commun, c'est-à-dire et les critiquer dans leurs aspects erronés et en absorber les éléments vitaux, c'est-à-dire en faire une philosophie populaire, cohérente, liée de façon vivante aux réels problèmes historiques du moment, et qui sont unificatrices pour les agents du changement historique.

Concluons sur cette question, en citant Gramsci : « On trouve souvent dans Marx une allusion au sens commun et à la fermeté de ses croyances. Mais il s'agit d'une référence, non pas à la validité de contenu de ces croyances mais précisément à leur robustesse formelle et par suite à leur caractère impératif lorsqu'elles produisent des normes de conduite. Dans ces références, est au contraire contenu implicitement l'affirmation de la nécessité de nouvelles croyances populaires, c'est-à-dire d'un nouveau sens commun, et par conséquent d'une nouvelle culture et d'une nouvelle philosophie qui prennent racine dans la conscience populaire avec la même force et le même caractère impératif que les croyances traditionnelles » (3).

1) Gramsci dans le texte. *Editions Sociales*, P. 308.

2) *Ibid.* P. 171.

3) *Ibid.* P. 309.

**Un témoignage
sur les prisons
iraniennes**

Voici le récit d'un Arabe iranien qui a séjourné quelque temps dans la prison « Unesco » de Dezfoul (au Khouzistan).

« Dans cette prison, il y a de très nombreux détenus, pour la plupart des Arabes accusés d'être la cinquième colonne des Irakiens. Un Arabe qui entre dans cette prison ne sait pas quand il en sortira. Les autres sont des sympathisants de groupes politiques et quelques bandits. A y voir de plus près, on remarque que tous sont des déshérités : pas un riche, pas un capitaliste. Les prisonniers politiques sont beaucoup plus maltraités qu'au temps du Shah. Les journaux, même gouvernementaux ne pénètrent pas dans la prison, mais participer à la prière commune et n'avoir pas de moustache (la moustache est un signe montrant qu'on a des idées gauchistes) apporte des faveurs. On nous oblige à participer aux cérémonies religieuses.

Il y a des prisonniers de 14 à 60 ans. Un garçon de 14 ans réduit à voler pour vivre, déclare devant le juge : « Si vous me libérez sans me donner de quoi subsister, je serai obligé de voler encore ». On lui a coupé un doigt pour son « crime ». Un autre prisonnier est un « partisan » de l'armée, comme il n'avait pas accepté de collaborer avec les gardiens de la Révolution on l'a arrêté alors que ses huit enfants et sa femme sont prisonniers des forces irakiennes. Son frère a tenté de le sauver après avoir fait signer son ordre de libération par le juge suprême de Khouzistan. Il a été lui aussi emprisonné on ne sait pour quelle raison.

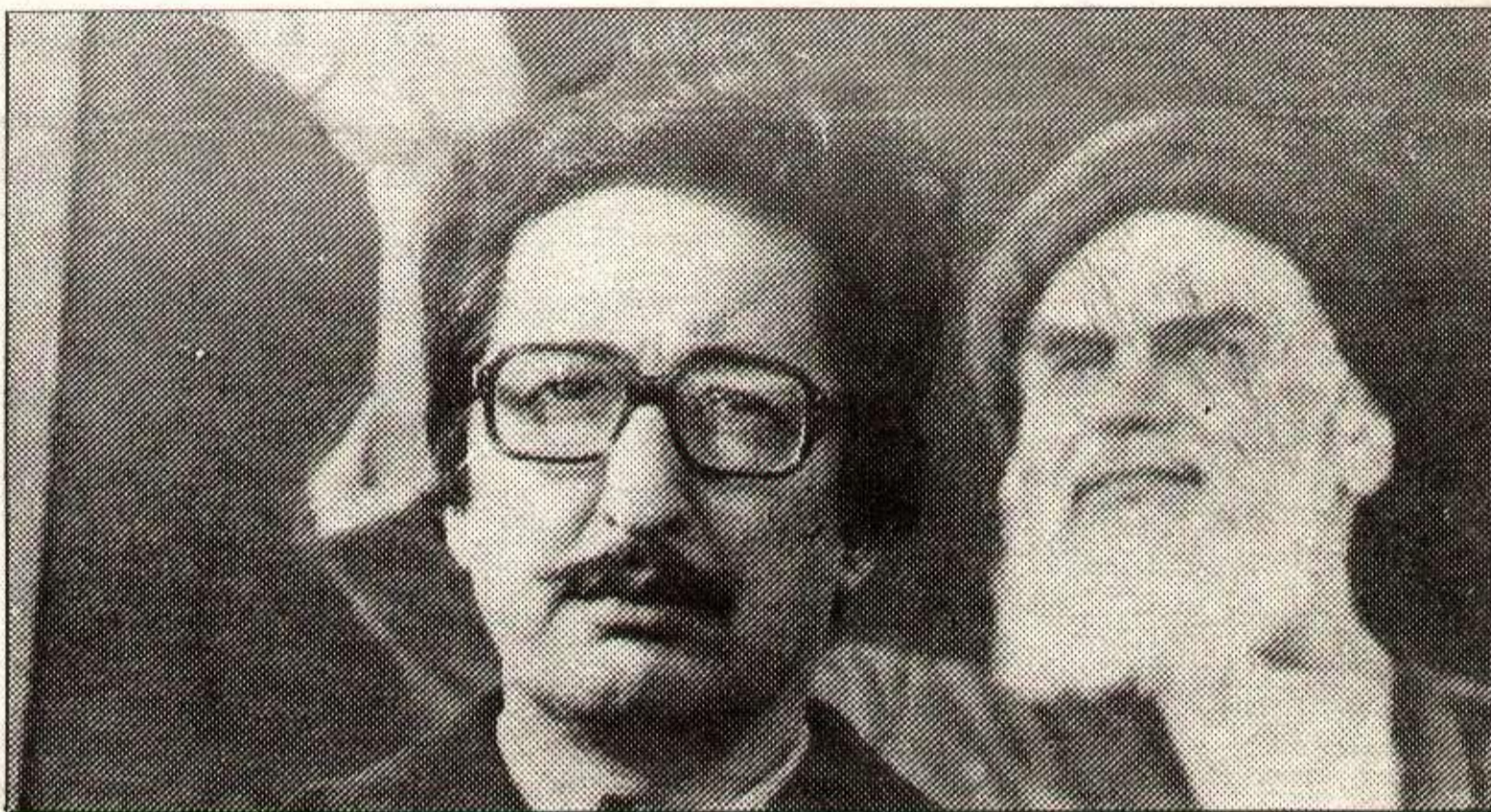
Plusieurs prisonniers ont d'ailleurs été condamnés sans même avoir été présentés au tribunal. Il est courant de faire des simulacres d'exécution pour effrayer les condamnés à mort.

La torture avec des câbles de haute tension est habituelle. Si un prisonnier tombe malade et même s'il à 40 de fièvre, personne ne vient le soigner.

Dans la plupart des WC, des lavabos, on peut voir des traces de sang. Les matins à l'aube, les prisonniers assistent à une scène quotidienne : d'un côté le juge (un mollah) se lave les mains pour la prière et de l'autre, un prisonnier hurle : « Je suis innocent, vous êtes des boureaux, à bas... » et sa voix est coupée par les tirs des fusils.

D'après *Randjbaran*,
organe du Parti du
Prolétariat d'Iran.

IRAN : COUP D'ETAT RAMPANT



ELU président de la République par 70 % des voix, Bani Sadr doit aujourd'hui se cacher pour échapper aux menaces des intégristes.

La lutte opiniâtre qui conduit ces jours-ci à lui ôter tout rôle déterminant avait commencé dès l'élection du Majlis, le nouveau parlement iranien, qui avait vu la victoire écrasante du parti républicain islamique. S'appuyant sur leur victoire électorale et la puissance considérable qu'ils tirent de leur autorité religieuse, les mollah rétrogrades avaient entrepris depuis lors de liquider une à une les libertés conquises après le départ du Shah.

La première étape importante de ce processus avait été le vote du nouveau code pénal qui met tout l'appareil judiciaire entre les mains du clergé chiite, chargé de rendre la justice, et qui restaure des pratiques moyen-âgeuses telles que couper la main ou les doigts des voleurs, on lapider les femme adultères...

Puis les mesures répressives s'étaient succédées : interdiction des partis marxistes, ou même d'organisations islamiques de gauche, telles les « Moudjahidine du peuple » et de leur journaux. Dans le même temps, les organisations paramilitaires islamiques prenaient une importance grandissante, remplaçant de fait la police dans les tâches de répression.

Impossible même — alors que c'était légal — de vendre un journal de gauche sans être pris à partie par des « gardiens de la Révolution ». Pas de manifestation progressiste qui ne soit attaquée (à coup de couteaux... ou de marteaux) par des bandes d'« Hezbolaïn », constituées de délinquants manipulés.

Durant les trois derniers mois, deux à trois cents personnes sont mortes victimes de la répression.

Parallèlement, s'institutionnalisèrent les comités islamiques qui, dans chaque ville, quartier, entreprise, se chargent d'encadrer et de contrôler la population. Tâche facilitée par le pouvoir direct de l'Etat sur l'économie : 85 % de l'appareil industriel serait aujourd'hui étatisé.

Après avoir freiné cette évolution de l'intérieur en usant au maximum de ses prérogatives constitutionnelles, Bani Sadr était, depuis quelques mois, passé à l'offensive.

Il avait multiplié les meetings de masse dans lesquels il dénonçait très clairement les exactions de ses adversaires. Dans les éditoriaux de son quotidien *La République islamique* qui tirait à 500 000 exemplaires, il appelait ouvertement à la résistance.

Coup d'Etat rampant

C'est le dernier de ses meetings, tenu à l'Université de Téhéran, qui devait donner le signal de la contre-offensive des mollah rétrogrades. L'assemblée, comme toujours extrêmement nombreuse, était attaquée par une bande d'Hezbolaïn aux cris de « Bani Sadr, Pinochet ! », « L'Iran ne sera pas le Chili ! ». Une cinquantaine d'entre eux étaient arrêtés mais devaient être rapidement relâchés par la justice islamique, qui rejetait tous les torts sur Bani Sadr.

Depuis lors la tension n'avait cessé de monter entre le PRI et le président de la République.

Récemment son quotidien a été interdit, avec *Nizan*, l'organe de Mehdi Bazargan, le premier premier ministre de Khomeiny. Avec cette mesure disparaît la seule presse libre d'Iran puisque tous les journaux de gauche étaient déjà fermés et que la radio, la télévision, tous les organes de presse restants, sont aux mains des religieux. Même la presse du parti Toudeh (pro-soviétique), pourtant bien modéré dans ses critiques à l'égard du gouvernement, n'échappe pas à la mesure.

Surtout, l'Ayatollah Khomeiny qui, jusqu'alors avait maintenu un certain équilibre entre le président et le parlement lâchait Bani Sadr et le destituait de son poste de Commandant en Chef des armées.

Selon la procédure légale, plus de 150 députés ont alors proposé qu'il soit traduit en justice : Bani Sadr est accusé de violer la constitution parce qu'il refuse de contresigner la nomination de deux ministres et parce qu'il n'a pas déclaré au fisc le montant de ses quelques biens en accédant à sa charge : un appartement dans la banlieue parisienne, quelques terres dont il a hérité, aujourd'hui occupées par des paysans pauvres...

Même s'il devait être maintenu en fonction, ce ne serait — semble-t-il — qu'au terme d'une capitulation qui le contraindrait à accepter un rôle d'enregistrement des décisions gouvernementales.

Cette issue paraît cependant exclue : Bani Sadr a choisi de dénoncer le coup d'Etat rampant, on arrête de plus en plus de ses partisans, dans les rues de Téhéran, les pasdarans (gardiens

de la révolution) réclament sa mort.

Les problèmes demeurent

Le dernier contrepoids institutionnel au pouvoir des mollah semble donc en passe de disparaître.

Les nouveaux dictateurs ne sont pourtant pas au bout de leurs peines.

Tout d'abord, les démocrates et révolutionnaires iraniens n'ont pas dit leur dernier mot, même s'ils ne peuvent aujourd'hui manifester, ils représentent une force avec laquelle il faut compter et leur opposition ne peut désormais que se radicaliser.

Même si les mobilisations attendues contre l'éviction de Bani Sadr ne donnent pas le résultat escompté, leur opposition ne peut que se radicaliser.

De toutes façons, d'autres problèmes guettent les partisans du procureur-ayatollah Behchhti : la guerre avec l'Irak n'évolue pas en faveur de l'Iran, les tendances centrifuges s'accroissent au Kurdistan et ailleurs, l'inflation est énorme, le chômage atteint, selon l'opposition, 10 millions de personnes.

Sans projet politique hormis l'étatisation de l'économie et le retour aux vieilles lois, de plus en plus coupés des cadres indispensables à l'édification de la société qu'ils dirigent (les universités ne sont-elles pas fermées depuis deux ans déjà ?), accumulant les causes de mécontentement populaire, les ayatollahs pourront-ils seulement maintenir l'indépendance au nom de laquelle leur peuple chassait hier le shah et les Américains ?